



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

COMPTES RENDUS DE LECTURE

Julian MISCHI, Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 344 p.

Alors que les classes sociales sont aujourd'hui menacées d'effacement des programmes scolaires et que la profession politique tend à être de plus en plus inaccessible aux classes populaires, le travail de Julian Mischi, sociologue à l'INRA, propose de réexaminer l'histoire du Parti communiste français (PCF), autoproclamé « parti de la classe ouvrière ». Le projet du Parti était en effet la promotion symbolique et politique des classes populaires, par l'institutionnalisation d'un fonctionnement interne subvertissant les processus de domination sociale qui régissent le jeu politique ordinaire (Offerlé, 1984 ; Pudal, 1989). Les conditions de possibilité de ce projet ainsi que ses effets réels sont donc à la fois un enjeu de théorie politique générale et un prisme de lecture de l'histoire contemporaine.

Comment faire progresser l'historiographie du parti le plus étudié de France ? J. Mischi met à profit trois évolutions des champs politique et académique des vingt dernières années. D'abord, les difficultés politiques du parti et l'acceptation de son propre « déclin » par ses cadres, ainsi que ses relations historiques avec les milieux intellectuels, favorisent l'ouverture progressive de ses archives : produit d'une culture bureaucratique interne prégnante, celles-ci sont particulièrement denses et précises. Les échanges approfondis entre science politique, sociologie et histoire, ainsi que la re-légitimation de l'enquête de terrain, fournissent ensuite des ressources méthodologiques et théoriques peu utilisées jusqu'alors sur cet objet. Enfin, la proximité par rapport au PCF n'est plus un enjeu central dans le champ universitaire, ce qui facilite l'adoption d'une juste distance, favorable à l'objectivation.

L'auteur propose un questionnement ambitieux, portant sur les processus d'institutionnalisation et de désagrégation du Parti au cours de son histoire presque centenaire. L'enquête est construite autour d'un gisement largement inexploité, les archives fédérales (*i.e.*, départementales) du Parti, qui sont mises en regard d'une centaine d'entretiens et de fonds d'archives personnels de militants. Elle se déploie sur quatre terrains, fractions de départements : bassin de Longwy (Meurthe-et-Moselle), bocage bourbonnais (Allier), ville de Saint-Nazaire et marais de Brière (Loire-Atlantique), et agglomération grenobloise (Isère). Choisis pour leur diversité sociale, économique et politique, comprenant des zones rurales et urbaines, mais aussi délimités par le souci de correspondre à des espaces de vie des groupes sociaux composant les milieux partisans (Sawicki, 1995), ces terrains sont examinés ici sur la période 1920-1970 - la période suivante, marquée par le déclin électoral et militant du Parti (1970-2010), doit faire l'objet d'un prochain ouvrage. Faire de cet échelon fédéral du Parti le point nodal de l'enquête permet de confronter de façon équilibrée l'observation de la politisation des milieux sociaux et professionnels populaires (première partie), et l'articulation entre le travail de contrôle et d'homogénéisation impulsé par le centre, et ses appropriations locales, avec leurs marges d'autonomie et de négociation possibles (seconde partie).

Contre la « relation nécessaire » entre PCF et ouvriers : une multiplicité de configurations

La première partie décline ainsi l'histoire de chacun des quatre sites étudiés, vue sous l'angle du personnel militant et de l'implantation du parti communiste dans les milieux sociaux

populaires. La stratégie nationale est l'ouvriérisation (promouvoir des ouvriers aux postes de responsabilité) et la structuration du Parti sur des bases plus professionnelles (entreprises) que résidentielles. L'ouvrage, c'est l'un de ses points forts, s'attache à décrire et évaluer systématiquement la place des cellules dans les rapports de force internes, dans leurs relations à la fédération et au centre national, à l'aune de cette ouvriérisation, en mesurant la place des ouvriers dans le personnel militant. Pour cela, la focale n'est pas limitée aux ouvriers, mais bien à l'ensemble des classes populaires (Schwartz, 1998). Celles-ci sont analysées finement, en prenant en compte les générations ouvrières des grandes industries, leurs hiérarchisations internes, mais aussi les petits indépendants, leurs solidarités résidentielles et familiales, et les histoires de socialisation et de mobilisation politiques. Il s'agit donc ici d'un voyage dans l'histoire sociale et industrielle de la France du XX^e siècle, suivant le fil de l'organisation politique des classes populaires, principalement autour du mouvement ouvrier, du PCF et de ses concurrents. On peut lire cette partie comme une critique en actes de la « relation nécessaire » entre ouvriers et communisme, revendiquée par le Parti et historiquement prise trop au sérieux par les études universitaires. En dépit d'une présentation ponctuellement redondante et parfois très descriptive, l'ouvrage, dont le caractère monographique lui confère un grand intérêt documentaire, réussit à balayer une vaste gamme de configurations des rapports entre groupes ouvriers et communisme. Les situations présentées sont marquées respectivement par la présence : d'ouvriers communistes ; de communistes ruraux, paysans et artisans, petits propriétaires dominant les ouvriers agricoles ; d'ouvriers socialistes très peu sensibles au communisme ; et des travailleurs, notamment d'origine étrangère, défendus par des mouvements qui concurrencent avec succès le PCF à partir des années 1960.

Des traits communs se dessinent entre les différents sites, en premier lieu au niveau de la chronologie des débuts du Parti. En dépit de sa faiblesse numérique, c'est partout la « génération fondamentale », les militants des années 1930, qui structure le PCF et encadre l'afflux de militants après la Seconde Guerre mondiale. L'auteur constate sur chacun des quatre sites une même difficulté à structurer les cellules sur une base professionnelle plutôt que locale. Les collectifs communistes unanimistes et tout-puissants des grandes industries apparaissent donc comme véritablement fantasmés : les militants sont en réalité peu nombreux et les difficultés importantes pour s'implanter dans les usines, quand le syndicat semble une forme plus adaptée ou quand les sociabilités « naturelles » (familiales, résidentielles) des classes populaires vont à son encontre. Partout l'ouvriérisation des cellules est poussée à son maximum, jusque dans les cellules locales paysannes, où l'on cherche à promouvoir des ouvriers agricoles parmi la masse des petits propriétaires.

A Longwy (chapitre 1), région dominée par l'encadrement paternaliste des industries sidérurgique et minière, peuplée de vagues d'immigrations professionnellement et politiquement hétérogènes (italiens antifascistes, contre français et belges patriotes et pacifistes), le PCF de l'entre-deux-guerres est numériquement faible, clandestin et internationaliste. Après 1945, il se structure dans des petites communes ouvrières « italiennes » de sidérurgistes, à l'occasion de luttes contre le paternalisme entre 1947 et 1953. Le Parti contrôle la CGT dans les usines, mais tend à se municipaliser, ce qui éloigne ses dirigeants d'autres figures militantes locales, notamment chez les mineurs. L'organisation du travail dans les mines est en effet différente de l'industrie sidérurgique, et structure le militantisme ouvrier autour des familles, et surtout du syndicat, bien plus que du Parti. Le PCF se développe chez les mineurs, paradoxalement, à partir de la crise dans les années 1960. La fédération, basée sur les sidérurgistes, s'écroule avec les fermetures industrielles des années 1970.

Le cas du bocage bourbonnais (chapitre 2) présente la double originalité de traiter des communistes ruraux et non-ouvriers, rares dans la littérature : cette contribution à la réévaluation de leur place dans l'histoire du PCF est particulièrement heureuse. Venus tard au socialisme, les bourbonnais adhèrent massivement au communisme en 1920, réagissant contre leur marginalisation dans la SFIO. C'est alors un communisme de milieu rural qui se développe, en s'appuyant sur des solidarités familiales, qui mêlent paysans, mineurs, artisans et commerçants. Dans cette région de grande propriété et de métayage, anciennement déchristianisée, le PCF rassemble autour d'un discours contre les « gros », les « agriculteurs aux mains blanches », s'attribue la paternité de l'instauration du statut du fermage, et lutte contre la politique agricole nationale centrée sur le soutien des prix. Marginalisées dans la fédération, notamment en raison de leur impureté sociale (petits propriétaires plutôt qu'ouvriers), les sections locales du Parti font ici fonction de première étape dans une carrière de dirigeant agricole. Les paysans s'investissent en effet plus dans les organisations professionnelles agricoles, notamment dans les sections des Preneurs et des Fermiers et Métayers, y compris au sein de la FNSEA dont la fédération départementale (FDSEA) reste membre en dépit des tensions avec l'échelon national du syndicat.

La sociographie est ici moins fine que pour les ouvriers, en raison des difficultés classiques d'objectivation de la position sociale des paysans/agriculteurs et, plus généralement, des indépendants. Mais ce cas de FDSEA communiste est passionnant et aurait mérité d'être plus développé, tant l'accès à ce genre d'archives est rare. Les rapports de pouvoir parmi les agriculteurs, entre « autochtones » mais aussi avec les plus « gros » venus de régions plus riches par les migrations organisées, les spécificités de l'exercice des responsabilités par les dirigeants agricoles communistes, ou encore sur l'accommodement des uns et des autres avec la FNSEA, sont autant de sujets qui auraient pu ainsi être développés.

De son côté, la ville de Saint-Nazaire et son arrière-pays (chapitre 3) présentent une configuration elle aussi originale, articulant zones urbaines et rurales. La « cité rouge » est en réalité très peu communiste, mais connaît historiquement un socialisme ouvrier puissant, de tendance anarcho-syndicaliste, conduisant à une très forte scission de la CGT au profit de FO en 1947. Minoritaire, le PCF ne parvient à se développer qu'après-guerre, dans les cités de relogement et les amicales laïques. Il touche en revanche une aristocratie ouvrière, travaillant à Saint-Nazaire et résidant dans le marais de Brière, qu'elle possède et exploite, et où les militants communistes se sont réfugiés durant la guerre. Les briérons s'approprient les outils symboliques du Parti (symboles, rhétorique) dans leurs luttes pour préserver leur mode de vie semi-ouvrier semi-paysan, militent peu, mais votent largement pour le parti communiste.

Enfin à Grenoble (chapitre 4), l'histoire du parti communiste est celle d'une marginalisation récurrente à la périphérie ouvrière de la ville et des groupes ouvriers, toujours à la traîne des mouvements concurrents. La ville est anciennement socialiste, ce qui empêche un développement précoce du PCF. Dans les années 1960, les « nouveaux » mouvements, portés par Vie ouvrière (future Lutte ouvrière) ou la Jeunesse ouvrière catholique, suscitent l'embarras du Parti, qui n'arrive pas à les contrôler. Celui-ci se recroqueville et se municipalise dans les communes ouvrières périphériques, ce qui conduit ses élus à se détacher progressivement des milieux populaires. Ce chapitre, moins développé que les autres (faute de sources ?), a toutefois le mérite de souligner les concurrences des mouvements pour la défense des travailleurs et portés par des non-ouvriers, ce que le PCF ne parvient pas à intégrer dans ses cadres doctrinaux.

Bien loin d'être un reflet mécanique des concentrations ouvrières, le Parti apparaît ainsi comme une organisation plurielle. Sa faiblesse dans certaines régions industrielles est frappante, tout comme ses succès dans certaines zones rurales sont remarquables, et de mieux en mieux connus (Boswell, 2006 ; Lynch, 2002).

Dispositifs d'homogénéisation, marges d'autonomie et usages populaires du Parti

La seconde partie, plus transversale, s'attache à montrer comment cette diversité de milieux partisans tient ensemble et, plutôt que de la présupposer, comment est produite une culture commune. En particulier, l'auteur se refuse à rechercher des éventuelles cultures populaires utopistes préexistantes pour expliquer l'adhésion au PCF. Les outils de la sociologie constructiviste des partis politiques sont mobilisés pour appréhender le parti comme un ensemble de pratiques et de dispositifs, jamais totalement coordonnés ou mécaniques, et d'en donner une image beaucoup plus riche que les réductions à un qualificatif idéologique (« totalitaire »). En particulier, le schème de la délégation comme totale « remise de soi » du militant au Parti est battu en brèche : certes, les dispositifs d'homogénéisation et de contrôle sont puissants, mais les marges de manœuvre et d'autonomie des militants sont ici largement observables.

La constitution de la hiérarchie (chapitre 5) est très contrôlée par l'échelon national et, secondairement, par la fédération. Ils accordent les promotions en s'appuyant largement sur le passage obligé par les écoles centrales du Parti et sur l'utilisation des procédures autobiographiques. Dans ce système bureaucratique et centralisé d'évaluation et de surveillance, les fédérations ont malgré tout un réel pouvoir de marchandage de fait, grâce à leur meilleure connaissance des candidats potentiels qu'elles sélectionnent. Selon les époques, on récompense le militantisme pratique ou la maîtrise théorique ; en revanche, la composition sociologique du corps militant est toujours considérée comme un enjeu politique crucial. Le filtrage des non-ouvriers est très développé, y compris aux échelons les plus bas, et une biographie sans tache est requise, une pureté sociale et politique jusque dans la vie privée et la composition familiale. Par exemple, un jeune militant des années 1950 doit, à plusieurs reprises, se justifier d'avoir vécu brièvement sous le même toit que son beau-père, inspecteur de police, et sa carrière militante se voit ralentie et plafonnée. La figure du bon militant est l'incarnation d'une perfection morale communiste, toute déviance est passible de dénonciation. Les dirigeants fédéraux sont presque toujours ouvriers ; les enseignants n'accèdent aux postes d'encadrement que dans les périodes d'ouverture politique (union de la gauche), de besoin de cadres (après-guerre) ou dans les zones de faible influence communiste. L'acceptation de l'ordre interne est favorisée par des dispositifs visant à faire apparaître le Parti comme source unique de légitimité politique. Ainsi, les autocritiques, qui publicisent le quant-à-soi et tendent à rendre consenties les exclusions, contribuent à minimiser l'idée de compétence personnelle.

Le sens des engagements (chapitre 6) fait l'objet d'un encadrement attentif de la part du centre national, qui revendique le monopole de la doctrine, et le fait rappeler systématiquement dans les réunions de cellules, les écoles du Parti ou même les organisations satellites (syndicat, associations d'anciens combattants, Secours populaire, Amitié France-URSS, etc.). Cependant, les militants ne sont pas mécaniquement endoctrinés par les outils de politisation mis à disposition, mais se les approprient de façons stratégistes ou assez libres : détournement du matériel pédagogique (instruction informelle), transgression des prescriptions culturelles

(visionnage de films hollywoodiens), etc. L'acceptation de la forte hiérarchisation de l'organisation, le centralisme démocratique et l'absence de désaccords exprimés publiquement peuvent alors être vus comme une contrepartie à cet espace d'entre-soi local relativement autonome, protégé socialement et doté de ressources utiles grâce auxquelles il est possible d'acquérir une confiance en soi. Mais ce mécanisme suscite des tensions avec des militants disposant de trop de ressources non contrôlées par le Parti, pouvant amener jusqu'à leur éviction. L'exclusion de grands résistants en est une manifestation.

La symbolique partisane (chapitre 7), travail de captation des héritages révolutionnaires, républicains, et de la totalité du mouvement social pour s'en revendiquer l'unique défenseur, contraint les modes d'action à mettre en scène une continuité en s'inspirant de formes anciennes de mobilisation. Celles-ci étant variables selon les régions, la symbolique du PCF se moule autour des histoires et figures populaires locales – quitte à prendre des libertés avec la vérité historique de ces mouvements ou même avec la ligne nationale du Parti. Ainsi l'écrivain paysan Emile Guillaumin est revendiqué comme figure tutélaire par les communistes bourbonnais, alors qu'il n'a jamais manifesté de sympathie communiste de son vivant. De même, les célébrations du « socialisme réel » dans les veillées publiques présentent une URSS répondant aux rêves supposés du public visé : dans l'Allier, c'est un pays d'abondance, où le travail est rendu facile par la mécanisation agricole, chacun y possède une belle maison blanche. L'ouvrage se distingue ici par l'attention portée aux dimensions matérielles des politiques mémorielles et à leurs conditions de réception : du calendrier des martyrs du communisme, facilement diffusable, aux soirées culturelles où des « intellectuels », médecins ou enseignants, viennent conter le récit de leurs « voyages d'étude », et qui constituent une occasion de sortie dans des zones rurales culturellement désertifiées.

Pour terminer, l'auteur suggère l'hypothèse selon laquelle on pourrait interpréter le soutien au Parti comme une mise en forme de la défense de sociabilités populaires menacées, la préservation d'un mode de vie, d'un entre-soi et de continuités biographiques par des populations menacées de déstructuration (chapitre 8), proche d'un usage identitaire du communisme (Hastings, 1991). Si des référents idéologiques communs sont diffusés, ils sont mobilisés de façon très plastique et adaptés localement. Le cas du marais de Brière est à cet égard exemplaire, à tel point qu'un journaliste communiste national couvrant une mobilisation locale se méprend et s'insurge contre ce qui est, en réalité, la ligne soutenue localement par le Parti. De même, dans le bassin de Longwy, les tensions entre réseaux syndicaux et partisans, liés à des sociabilités et des intérêts façonnés par des organisations différentes du travail, s'exacerbent au point de tourner à la confrontation publique, où tous deux revendiquent d'être les communistes authentiques.

Analyser le Parti en termes de mise en forme de sociabilités populaires dans des dispositifs partisans conduit l'auteur à proposer une hypothèse explicative du déclin militant du PCF, dont le cœur serait le grippage des mécanismes d'ouvriérisation, lié à la bureaucratiation et à la professionnalisation faisant suite aux succès électoraux. Les cadres fédéraux sont alors de moins en moins des ouvriers, plus souvent des militants très tôt permanents ou bien des fonctionnaires, et dotés de ressources sur lesquelles le Parti n'a pas de prise (mandats municipaux, diplômes). Ce dernier n'ayant plus la capacité d'imposer l'ouvriérisme et le centralisme démocratique comme modes de fonctionnement distinctifs, il se désingularise dans le champ politique national et s'éloigne de fait des catégories populaires, qui sont par ailleurs touchées par des crises sociales et économiques.

Un encastrement du communisme dans l'histoire sociale des classes populaires

Ce travail rappelle la fertilité d'un cadre analytique centré, en premier lieu, sur les pratiques plutôt que les idéologies pour étudier les rapports des classes populaires au politique. L'approche localisée ne conduit pas ici à la dissolution dans le multi-monographique, mais à mettre la focale sur les mécanismes de cohésion et de transformation de l'institution, en proposant des interprétations stimulantes des causes de ses évolutions.

Quelques améliorations de forme pourraient enrichir la lecture et mettre plus en valeur le travail de l'auteur. Le texte gagnerait à être agrémenté de documents annexes, à des fins d'illustration et d'appui à la démonstration. En particulier, des tableaux statistiques plus systématiques, des représentations cartographiques (densités militantes, résultats électoraux) ainsi qu'un organigramme du Parti seraient bienvenus. L'iconographie, qu'on imagine abondante dans les archives, permettrait également de donner plus de relief aux descriptions des dispositifs partisans. Par ailleurs, une présentation plus complète des matériaux permettrait de mieux suivre la pratique de recherche de l'auteur. Les nombreux entretiens annoncés sont peu cités, aussi est-il difficile de saisir leur place dans l'analyse. Enfin, par leur richesse, les archives fédérales semblent constituer une ressource d'intérêt général : un mot sur leur état d'archivage, d'homogénéité et d'accessibilité permettrait d'en avoir une idée plus précise.

Ces critiques formelles ne doivent pas occulter que le travail de J. Misché, grâce à un dispositif d'enquête et un appareillage conceptuel très cohérents, parvient à donner une image du PCF à la fois fine, dense et contrastée. Il constitue une réussite remarquable sur un objet imposant, amplement commenté, et sur des populations envers lesquelles trouver une juste distance est souvent une gageure. On ne peut qu'encourager le mouvement opéré ici, vers l'insertion du militantisme dans une sociologie des classes populaires et du PCF dans des espaces de concurrence localisés entre organisations politiques : la restitution du sens des engagements, préalable à toute tentative de généralisation sur « le » communisme, semble être à ce prix.

Alexandre HOBEIKA
Centre Maurice Halbwachs (CNRS-ENS-EHESS)
alexandre.hobeika@gmail.com

Bibliographie

- Boswell L. (2006) *Le communisme rural en France*, Limoges, Presses universitaires de Limoges.
- Hastings M. (1991) *Halluin la rouge, 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses universitaires de Lille.
- Lynch E. (2002) *Moissons rouges*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- Offerlé M. (1984) Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914, *Annales* 39 (4), p. 681-716.
- Pudal B. (1989) *Prendre parti*, Paris, Presses de la FNSP.
- Sawicki F. (1995) *Les réseaux du parti socialiste*, Paris, Belin, collection Socio-histoires.
- Schwartz O. (1998) La notion de « classes populaires », HDR en sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin.